

Sally Roever¹ et Lissette Aliaga Linares²

Les vendeurs de rue s'organisent : le cas du Réseau des femmes (*Red de Mujeres*) à Lima, au Pérou³

Il y a à Lima, la capitale du Pérou, une économie informelle dynamique et les vendeurs de rue, actuellement dénombrés à plus de 210 000 personnes, sont au cœur de celle-ci⁴. De fait, depuis l'époque coloniale, plus précisément 1594, date de la première tentative officielle de réglementer le commerce de rue, ils occupent un espace public central à Lima⁵. C'est dire que depuis plus de quatre siècles, les vendeurs de rue contribuent à l'économie locale en offrant aux résidents des biens et services à des prix abordables.

Les organisations des vendeurs de rue ont, elles aussi, une longue histoire à Lima. A l'heure actuelle, cependant, ces organisations peinent à maintenir leurs niveaux d'adhésion et leurs activités. Pour relever le défi, celui de la viabilité, certaines ont orienté leurs efforts vers de nouveaux modèles d'organisation comme des réseaux et alliances adaptés à un secteur en proie à des problèmes durables.

Le Réseau des femmes de Lima est un exemple prometteur d'un nouveau modèle d'organisation. Bien qu'elles représentent les deux tiers de tous les vendeurs de rue à Lima, encore très peu de femmes occupent des postes



Le Réseau de vendeuses de rue et au marché (à Lima, au Pérou) lutte contre la sous-représentation des femmes au rang de dirigeants des organisations de vendeurs de rue.

¹ Spécialiste WIEGO du secteur du commerce de rue

² Étudiante de doctorat au Sociology, Population Research Centre, l'Université du Texas à Austin

³ Il s'agit d'une traduction du document original en anglais.

⁴ Toutes les données statistiques présentées dans cette note d'information sont tirées de l'Encuesta Nacional de Hogares (Enquête nationale auprès des ménages) de 2006, à moins d'indication contraire.

⁵ Hernando de Soto, *The Other Path: The Economic Answer to Terrorism* (New York: Basic Books, 1989): 75..

de dirigeant au sein des associations de base de vendeurs de rue et encore moins de femmes ont atteint le rang dirigeant au sein des fédérations. Pour lutter contre cette sous-représentation patente des femmes, le Réseau des vendeuses de rue et au marché de Lima, au Pérou (Red de Mujeres Trabajadoras Ambulantes y Comerciantes de Mercados de Lima, Perú) a été créé le 3 mai 2004. La présente note d'information décrit le contexte, les objectifs, les activités et les réalisations du Réseau des femmes, exemple de pratique modèle dans le secteur du commerce de rue.⁶

Contexte et structure du Réseau des femmes

Selon le Bureau international du Travail, en 2007, l'emploi informel représentait 73,8 per cent de l'emploi total chez les femmes au Pérou⁷. Ce taux élevé tient à de nombreuses raisons, notamment la difficulté qu'ont les femmes qui travaillent à trouver des services de garde adéquats pour les enfants d'âge non scolaire. Pour Gloria Solórzano, secrétaire de la femme au CUT (Centrale unitaire des travailleurs du Pérou) et présidente-fondatrice du Réseau des femmes, la non-disponibilité des services de garde d'enfants, à elle seule, l'a obligée à quitter un emploi dans le secteur formel, après quoi elle a adopté la vente de rue comme occupation. Elle a vu que, même si le nombre de vendeuses de rue dépasse largement celui des hommes, les hommes dominaient presque toujours les organisations qui prétendaient la représenter.



Gloria Solórzano, présidente-fondatrice du Réseau des femmes, s'est demandée : « Si les femmes constituent la majorité des vendeurs de rue, pourquoi sommes-nous dirigées par les hommes ? » Le Réseau entend renforcer la position des femmes dans leurs organisations et le domaine public.

Savoir que tant d'autres femmes comme elle, dont la plupart sont aussi chef de famille, sont dirigées par les hommes au sein des organisations de vendeurs de rue a incité Solórzano et onze autres vendeuses de divers districts de Lima à former le Réseau des femmes en 2004. « Je n'avais pas l'intention de devenir chef de file, mais en voyant comment les autorités et des dirigeants des organisations eux-mêmes abusaient de leur pouvoir, j'ai décidé qu'il était temps de se donner la main pour changer la structure », a déclaré Solórzano lors d'une interview à l'agence IPS (Inter Press Service)⁸. « Je me suis dit, 'si les femmes

constituent la majorité des vendeurs de rue, pourquoi sommes-nous dirigées par des hommes ?' »

Sa vision du Réseau est de faire en sorte que les femmes accèdent à des postes de direction au sein des organisations existantes, plutôt que de créer une

⁶ A moins d'indication contraire, toutes les citations reproduites dans cette note d'information proviennent des séances de discussions dirigées par Lissette Aliaga Linares, en novembre 2007, dans le cadre de l'Initiative de l'OIT en faveur du secteur informel.

⁷ Office international du Travail, « 2008 Labour Overview: Latin America and the Caribbean », p. 20.

⁸ Maritza Asencios, "Perú: Trabajadoras forzadas a la informalidad". Inter Press Service (<http://ipsnoticias.net/nota.asp?idnews=94011>), site Web consulté le 24 novembre 2009 (traduction de l'auteure).



Au cours de ses trois premières années, le Réseau des femmes a établi 17 réseaux locaux comptant 600 membres.

organisation parallèle qui aurait sa propre plateforme à l'égard des questions de commerce de rue.⁹ Étant donné que de nombreux vendeurs de rue, contraints récemment de quitter les rues, se trouvent maintenant dans des marchés précaires hors voirie, le Réseau comprend aussi des vendeuses au marché qui connaissent plus ou moins les mêmes problèmes que les vendeurs de rue. Dès lors, l'objectif principal du Réseau n'est pas de formuler des propositions concernant le commerce de rue ni de faire pression sur les pouvoirs publics, mais de faire entrer des femmes dans la direction de leurs propres

organisations et de les inciter à devenir des figures capables de poursuivre les projets ou entreprises qu'elles jugent appropriés. Le Réseau est également attaché aux principes démocratiques, notamment la transparence dans la gouvernance, la rotation de sa propre direction et le maintien de son statut juridique.

Le Réseau a pris son envol grâce aux fonds accordés par une ONG péruvienne, Alternativa, dans le cadre d'un plus grand projet mené avec Intermón Oxfam. Au cours de ses trois premières années, le Réseau a établi 17 réseaux locaux regroupant 600 membres et s'est également affilié au CUT, l'un des principaux syndicats du pays et membre aussi d'organisations internationales de travailleurs.

Objectifs du Réseau des femmes

Les principaux objectifs du Réseau des femmes consistent, d'une part, à organiser les vendeuses de rue et au marché en mini-réseaux propres à les aider à prendre conscience de leurs droits et à les exercer dans les domaines économique, social et culturel. D'autre part, le Réseau veut donner aux femmes une place importante au sein de leurs propres organisations et dans la sphère publique. Ce faisant, le Réseau entend renforcer les organisations des vendeurs de rue et favoriser la solidarité entre

⁹ Entrevue accordée à Lissette Aliaga Linares le 21 septembre 2007.

Les activités du Réseau vont des ateliers d'autonomisation à la formation en leadership en passant par des ateliers visant à renforcer la capacité des femmes à générer du revenu.

les hommes et les femmes, plutôt que d'attiser l'esprit de compétition et de division au sein du secteur de commerce de rue. Le Réseau met l'accent sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en particulier, au sein de la direction des organisations des vendeurs de rue.

La volonté de renforcer la présence des femmes au sein des organisations existantes s'explique en partie par la domination historique des organisations des vendeurs de rue, en particulier, les fédérations, par des hommes comme l'a souligné un membre du Réseau lors d'un entretien avec un groupe de réflexion : « Les fédérations ont toujours existé, mais aucune ne représente les femmes, ni ne parle d'elles. Les hommes sont toujours à la tête des fédérations et, à l'intérieur des organisations de base, un homme est aussi généralement à la tête. Et si c'est une femme qui dirige l'organisation, elle pourrait passer pour une plaisanterie. » Le Réseau entend donc aider les femmes commerçantes à surmonter ce type de parti pris qui, dans le passé, les a empêchées d'être considérées au même titre que d'autres candidats à la direction, c'est-à-dire comme viables..

Le Réseau des femmes a aussi l'ambition de forger des alliances avec des institutions publiques et privées, qu'elles soient locales ou mondiales, et, chemin faisant, de placer les préoccupations des femmes au cœur de l'action des associations et de l'opinion publique. En renforçant la capacité des femmes à exprimer leurs préoccupations et à



développer des projets collectifs en vue d'y répondre, les fondatrices du Réseau espèrent atteindre l'égalité des sexes au travail, à l'intérieur des ménages et dans toute la société.

Le Réseau des femmes : activités et réalisations clés

Ateliers d'autonomisation

L'une des principales activités du Réseau est la tenue d'ateliers qui favorisent l'estime de soi, renforcent le respect de soi et encouragent les femmes à défendre leurs droits en tant que travailleuses. D'après un membre du Réseau, ces ateliers l'ont amenée à se voir non comme une « simple » vendeuse de rue, mais comme un micro-entrepreneur, donc une partie vitale de l'appareil économique du pays. L'estime et le respect de soi, deux valeurs essentielles, font également écho

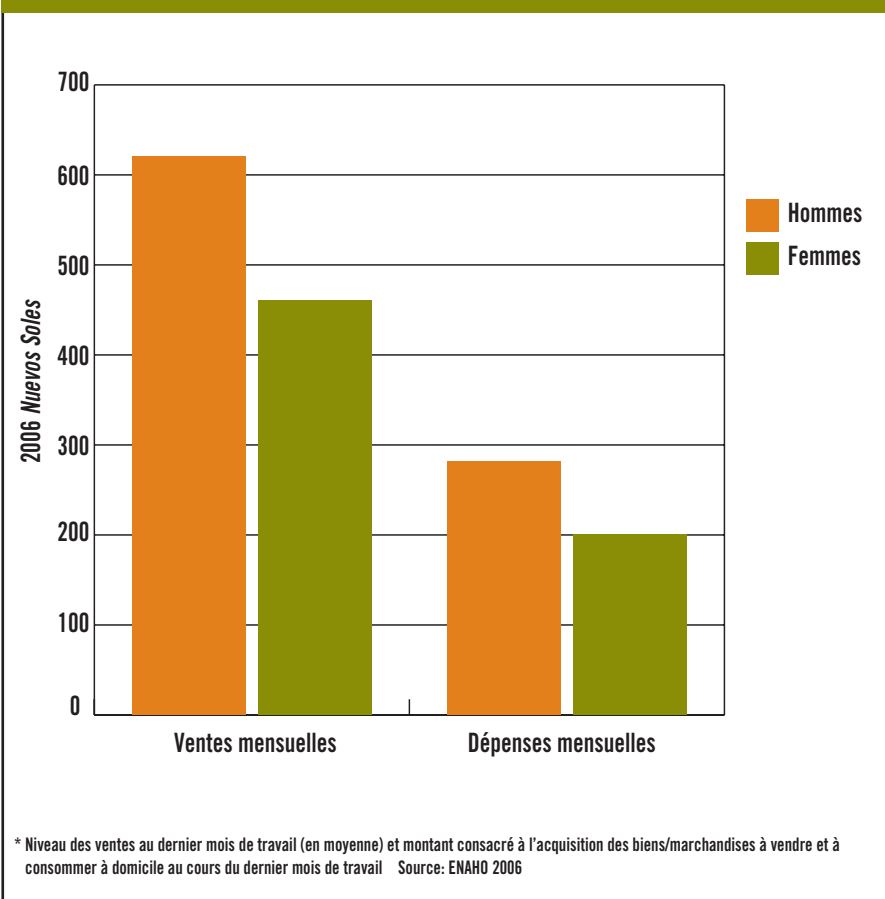
à la maison. Comme l'a fait remarquer un autre membre du Réseau : « nous avons appris à faire valoir nos droits, à nous respecter comme des personnes et à nous développer aussi bien dans le ménage qu'au travail. »

L'accent mis sur l'estime de soi et de l'autonomisation a permis au Réseau de rehausser la participation des femmes à la vie des associations de base. Un membre a dit que, avant de se joindre au Réseau, elle était « terrifiée à l'idée » de prendre la parole au sein de son organisation, mais que, une fois consciente de ses droits, elle a réalisé que la participation était vitale. « Les femmes, dit-elle, savent ce qu'elles peuvent faire mieux que les hommes. »

Aptitudes au leadership

Le Réseau offre également une formation dans le domaine des compétences nécessaires pour diriger une organisation. Cette formation traite de la conduite globale des membres — « la façon dont on devrait se comporter », comme un membre l'a caractérisée — ainsi que l'exercice quotidien des fonctions reliées aux postes de direction. La formation en leadership

Ventes mensuelles et dépenses commerciales et ménagères chez les vendeurs de rue de Lima



la suite deux possibilités de générer du revenu supplémentaire : premièrement, en exerçant la compétence productive elle-même et, deuxièmement, en animant, voire en organisant, des ateliers de formation au profit d'autres organisations de base.

Ainsi conçus, les ateliers concrétisent simultanément deux objectifs du Réseau. En premier lieu, ils aident les femmes à augmenter leur potentiel de gains grâce à l'acquisition de nouvelles compétences et à la possibilité d'enseigner aux autres les techniques acquises. Il s'agit d'une réalisation importante vu que le manque de sécurité face au revenu est l'une des grandes difficultés des femmes vendeuses de rue au Pérou. En deuxième lieu, les ateliers offrent au Réseau un moyen de faire participer plus de femmes à ses activités. Axés sur les compétences productives, ces ateliers ont contribué à l'expansion du Réseau qui est passé de douze membres fondateurs à son effectif actuel de 600 femmes.

met aussi l'accent sur le développement de projets qui pourraient bénéficier du soutien des ONG, soutien qui, à son tour, fait avancer le Réseau dans son objectif de forger des alliances stratégiques en faveur de l'égalité des sexes.

Armées de compétences de leaders, les femmes en sont arrivées à rehausser leur image dans le secteur. Aux dires d'une fondatrice du Réseau, beaucoup de femmes qui étaient très taciturnes dans leurs organisations et peu amènes à se porter à des postes de direction occupent aujourd'hui les devants de la scène et sont même devenues présidentes de leurs organisations. L'élection de femmes à la tête des organisations des vendeurs de rue est une réalisation particulièrement importante parce que, traditionnellement, les femmes ne furent élues ou nommées qu'à des postes de soutien (secrétaires et coordonnatrices sociales), perçus comme

des rôles qui conviennent aux femmes.

Compétences productives : ateliers générateurs de revenus

L'une des activités les plus fréquentes et les plus fructueuses du Réseau consiste à organiser des ateliers destinés à augmenter la capacité des femmes à générer du revenu. Avec l'appui d'une ONG locale, un premier groupe de femmes leaders a suivi une formation qui leur a permis d'acquérir diverses compétences rentables, telles que la fabrication du chocolat. Par la suite, elles ont fait le tour des organisations de base pour former d'autres femmes dans ces compétences productives.

Pour participer à chaque atelier, les femmes doivent payer un montant symbolique, mais se voient accordées par

Événements culturels

Outre les activités entrepreneuriales et de leadership, le Réseau des femmes coparraine également des manifestations culturelles qui encouragent les hommes et les femmes à donner expression de leurs talents artistiques et sportifs, ainsi qu'à faire valoir leur patrimoine culturel. Ces événements, dont des tournois de football et de volley-ball de même que des concours de chanson et de danse, se veulent un espace où les membres du Réseau et les personnes intéressées peuvent renforcer leur individualité et leurs traditions communautaires. L'organisation et la préparation de ces événements, vu le caractère modeste des ressources économiques disponibles, contribuent à unir les membres du Réseau et les autres acteurs du secteur et à faire découvrir et partager les valeurs et les traditions communes.

L'avenir du Réseau des femmes

Le Réseau espère renforcer ses acquis en parrainant de nouveaux projets et en développant ses relations avec d'autres organisations œuvrant dans le secteur du commerce de rue. Par exemple, le Réseau veut créer une « Maison des femmes » (Casa de la Mujer), un centre communautaire pour les vendeuses de rue, qui offrirait durant la journée, à des tarifs abordables, des services de garde d'enfants d'âge non scolaire et un volet après-école pour les enfants d'âge scolaire. Ce projet répondra à l'un des besoins les plus urgents des vendeuses de rue, à savoir que les enfants pourront se trouver dans un environnement sécurisé pendant que les mères sont au travail.

Quant aux alliances stratégiques, le Réseau s'est, en 2009, lié à la Confédération des vendeurs de rue

et au marché de Lima et de Callao (CONFIAR) par le biais d'une plateforme présentée au président du CUT. La plateforme commune appelle au syndicat d'intervenir pour aider à mettre fin aux expulsions des vendeurs de rue et aux confiscations des marchandises, deux mesures qui menacent encore leurs moyens de subsistance, et de promouvoir la formalisation d'une manière plus progressive.

Comme toute autre nouvelle organisation, le Réseau des femmes est également confronté à des défis qu'il doit surmonter, à commencer par la durabilité, une préoccupation majeure. Par-dessus tout, le Réseau doit chercher à obtenir des fonds supplémentaires pour assurer ses activités. Une autre question est de savoir si le Réseau doit ou non élargir ses rangs au-delà des vendeuses de rue et au marché, qui en constituent la base, et, dans l'affirmative, comment s'y prendre.

Actuellement, les activités du Réseau s'adressent non seulement aux vendeuses de rue, mais aussi à d'autres femmes qui

travaillent à leur compte et aux parties prenantes des cuisines communautaires (comedores populares). Le Réseau et ses alliés doivent maintenant déterminer s'il faut ou non ouvrir ses activités et alliances aux travailleuses autonomes en général, ainsi qu'aux hommes, et, dans l'affirmative, comment y arriver. Ces questions sont devenues particulièrement difficiles étant donné que certains des leaders fondateurs du Réseau ont été attirés par différentes activités ou se donnent à d'autres préoccupations.

Dans l'intervalle, la menace permanente des expulsions dans les secteurs clés du marché de Lima a incité de nombreux membres à donner la priorité aux préoccupations locales. Pour réussir en tant que tel, le Réseau doit pouvoir avant tout renforcer le fil conducteur allant des leaders aux comités en passant par sa base. La direction actuelle du Réseau doit maintenant trouver un moyen de créer une dynamique organisationnelle à l'heure où elle fait face à un déficit en ressources humaines et financières.

Photos de Carmen Roca aux pages 1, 2 et 3; photo à la page 4 reproduite avec l'aimable permission de Guillermo Nolasco.

Animée par une vision des villes où les travailleurs pauvres participent aux processus de planification urbaine, WIEGO, au travers des notes d'information sur les politiques urbaines, diffuse des informations sur la planification, les politiques et les pratiques organisationnelles qui influent sur l'économie informelle urbaine de même que l'analyse des menaces graves qui pèsent sur la planification inclusive. Cette série de notes appuie le plaidoyer et la défense des droits et diffuse de meilleures pratiques et idées dans le but de favoriser une approche du développement urbain centrée plutôt sur les personnes.

A propos de WIEGO : Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation, mieux connu sous l'acronyme anglais WIEGO, est un réseau mondial, à vocation action-recherche-politique, qui se mobilise pour améliorer le statut des travailleurs pauvres de l'économie informelle, notamment celui des femmes. WIEGO tire ses membres des organisations basées sur leurs adhérents que sont des travailleurs de l'économie informelle ainsi que des chercheurs et des statisticiens spécialistes de l'économie informelle. Pour en savoir plus sur WIEGO, rendez-vous sur www.wiego.org.

A propos de Villes inclusives : Le projet Villes inclusives a été lancé en 2008 pour renforcer les capacités des organisations basées sur leurs adhérents (OBA), que sont des travailleurs pauvres, dans les domaines de l'organisation, de l'analyse des politiques et du plaidoyer, afin de s'assurer que les travailleurs urbains dans le secteur informel disposent des moyens nécessaires pour se faire entendre dans le cadre du processus de planification urbaine. Le projet Villes inclusives est une collaboration entre les OBA des travailleurs pauvres, les alliances internationales des OBA et ceux qui soutiennent le travail des OBA. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.inclusivecities.org.

